



Plus

New York menacée par le «chaos»

par Richard Hétu
page B2

L'extrême droite sur son déclin
en Europe pages B4 et B5

Des images
de la semaine
Pages B6 et B7

Des oh!
et des bah!
Page B5



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 14 DÉCEMBRE 2002

La Presse

HUIT SAISONS EN ENFER

Un Canadien condamné à mort croupit dans une prison saoudienne



AGNÈS GRUDA

En novembre 2000, des attentats à la voiture piégée créent une grosse commotion à Riyad. La justice saoudienne relie ces événements à une guerre entre des contrebandiers d'alcool, tous des Occidentaux. Parmi les accusés, il y a un Canadien, William Sampson. Il est jugé et condamné pour meurtre. Après un simulacre de procès et deux ans de réclusion, il risque d'être décapité. Bienvenue dans un cauchemar.

ÉVÈNEMENT

William Sampson croupit depuis deux ans dans une prison en Arabie Saoudite, accusé d'avoir fomenté des attentats à la voiture piégée.

ENJEU

Au printemps dernier, le Vancouverois a été condamné à mort pour des crimes qu'il dit n'avoir pas commis.

AVENIR

Pendant qu'Ottawa tente de négocier avec Riyad, un avocat saoudien vient de présenter une ultime requête devant le Conseil judiciaire suprême de l'Arabie Saoudite. Si toutes ces démarches devaient échouer, l'homme de 43 ans sera décapité.

William Sampson a passé sa vie à escalader des montagnes, traverser des déserts et pagayer dans des rivières. Sur ses photos, il pose fièrement devant des glaciers ou des sommets enneigés.

Mais le grand air, c'est fini pour lui. Il y a deux ans, ce biochimiste de Vancouver a été accusé d'avoir fomenté deux attentats à la voiture piégée à Riyad, la capitale de l'Arabie Saoudite, où il travaillait depuis 1996. Ces explosions ont tué un Britannique et blessé quelques autres Occidentaux.

Au printemps dernier, après un procès opaque où il a été jugé sans avocat, M. Sampson a été reconnu coupable de meurtre et condamné à être exécuté par décapitation.

La sentence a été confirmée deux fois en appel. Récemment, un avocat saoudien a présenté une ultime requête devant le Conseil judiciaire suprême. Si cette démarche devait échouer, l'homme de 43 ans risque de se faire couper la tête.

Pourtant, tout porte à croire qu'il est innocent. Amnistie internationale, qui vient de lancer une campagne pour renverser sa peine, juge qu'elle a été rendue au terme d'un procès « sommaire, secret et inique ». Même chose pour les procès des six autres Occidentaux qui ont été jugés pour les mêmes crimes. L'un d'entre eux, le Britannique Alexander Mitchell, a été lui aussi condamné à la peine capitale. Les cinq autres ont écopé 18 ans de prison.

Sur quoi se sont fondés les juges pour donner des peines aussi lourdes ? Amnistie internationale suppose que le principal élément de preuve est les « aveux » diffusés à la télévision saoudienne avant les procès. Or, selon un récent rapport de l'organisme, la justice saoudienne a l'habitude d'arracher ce genre de confessions à coups de menaces et de tortures.

« Tout le système judiciaire saoudien est fondé sur les aveux publics que l'on obtient par la torture », confirme James Lockyear, de l'Association canadienne pour la défense des personnes accusées injustement, qui se bat elle aussi pour la libération de William Sampson. Selon M. Lockyear, il y a tout lieu de croire que les attentats ont été perpétrés par des terroristes locaux et que le gouvernement saoudien tente de couvrir la montée des mouvements extrémistes qui s'en prennent aux étrangers.

Il faut dire que le royaume ne va pas très bien. Son économie craque, le chômage monte et l'insatisfaction à l'endroit du gouvernement et des six millions de travailleurs étrangers crée une grosse pression. Un dissident saoudien, Saad Al-Faqih, a affirmé à la BBC que les attentats ont été perpétrés par des terroristes saoudiens qui s'en prennent à l'Occident.

« Il est impossible de démontrer hors de tout doute que William



Pour William Sampson, le grand air c'est fini. Il y a deux ans, ce biochimiste de Vancouver a été accusé d'avoir fomenté deux attentats à la voiture piégée à Riyad, la capitale de l'Arabie Saoudite, où il travaillait depuis 1996. Au printemps dernier, il a été condamné à être exécuté par décapitation.

Sampson a été torturé », objecte un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, Reynald Doiron. « Le gouvernement canadien considère que William Sampson a été traité avec équité et justice », a déjà déclaré l'ambassadeur canadien à Riyad, Melvyn MacDonald.

Mais ça, ce sont les déclarations officielles. Dans les coulisses, personne ne croit à la culpabilité de M. Sampson. Et à Ottawa, on espère que les efforts diplomatiques permettront de l'arracher à ses géoliers.

Des explosions

Le 17 novembre 2000, en début d'après-midi, une auto explose dans une rue de Riyad, tuant un Britannique, Christopher Rodway. Cinq jours plus tard, nouvelle explosion. Cette fois, quatre infirmières occidentales sont blessées. Raaf Schyvens, infirmier belge, se trouve sur les lieux. Il va secourir les victimes. Mais il est aussitôt arrêté par la police.

D'autres arrestations suivent. William Sampson, qui avait déjà passé quelques jours en prison en octobre pour consommation illégale d'alcool, est coffré le 16 décembre. Pendant six semaines, il ne voit personne, sauf ses géoliers.

Il semble que Raaf Schyvens ait été le premier à craquer et que ses aveux ont servi à faire « avouer » les autres accusés. Début février, les confessions sont diffusées à la télévision.

Tous les accusés affirment avoir été torturés. Ils se plaignent d'avoir été giflés, suspendus la tête en bas et privés de sommeil. Ils disent qu'on les a menacés de s'en prendre à leurs familles s'ils n'avouaient pas leurs crimes, et qu'on leur a promis le pardon dans le cas contraire.

Le teint blafard, les accusés avouent leurs crimes. Le ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Nayif bin Abdul Aziz, se félicite qu'aucun Saoudien n'ait été impliqué dans ces attentats.

« Les Saoudiens savent que le fond de l'affaire, ce sont les règlements de comptes entre étrangers », déclare-t-il.

William Sampson et les autres accusés ont par la suite voulu retirer leurs aveux. Mais lorsque leur demande a été présentée à un juge, celui-ci s'est contenté de leur demander d'identifier leur signature...

Dans sa requête, l'avocat Ahmed Al-Tuwaijry affirme ne pas avoir eu l'occasion de défendre ses clients, dont William Sampson, pendant toute la durée du processus judiciaire. Toutes les audiences ont été tenues sans que les accusés ou leurs avocats aient été avisés, déplore-t-il.

Selon la requête, tous les accusés affirment avoir été torturés. Ils se

plaignent d'avoir été giflés, suspendus la tête en bas et privés de sommeil. Ils disent qu'on les a menacés de s'en prendre à leur famille s'ils n'avouaient pas leurs crimes, et qu'on leur a promis le pardon dans le cas contraire.

« Les accusés étaient terrifiés par leur enquêteur », écrit l'avocat. Il ajoute que l'enquêteur en chef dans cette affaire ne parlait qu'arabe et que l'interprète n'avait que des connaissances rudimentaires de l'anglais acquises dans un cours d'été.

Dans leur confession, tous les accusés utilisaient le même vocabulaire, alors qu'ils ne se sont jamais rencontrés en prison. Selon leur avocat, cela enlève de la crédibilité à leurs aveux. Et puis, souligne la requête, les attentats contre les Occidentaux se sont poursuivis après l'arrestation de M. Sampson et des autres accusés.

Un détenu difficile

Depuis son « procès », William Sampson vit dans une cellule éclairée au néon 24 heures sur 24. Sa famille lui a envoyé des livres, mais les autorités saoudiennes refusent de lui transmettre un stylo et du papier.

En deux ans, il a eu peu de visites. Il a vu son père, James Sampson, à trois reprises, en mai et juillet 2001. « Des gardes saoudiens étaient assis entre nous et traduisaient tout ce que l'on se disait. On nous avait interdit d'aborder la cause de mon fils. Nous avons donc parlé de notre passé », raconte le père du prisonnier, joint chez lui, à Surrey, en Colombie-Britannique.

Voir ENFER en B2

Une ville au bord du « chaos »

Une menace de grève dans les transports en commun plane sur New York



RICHARD HÉTY
LA PRESSE À NEW YORK
collaboration spéciale

Amoins d'une entente de dernière heure entre les syndiqués et les patrons du transport en commun, New York tombera dans le « chaos », pour reprendre l'expression alarmiste projetée à la une du *New York Post*, au début de la semaine.

Les deux parties ont jusqu'à minuit dimanche, pour en arriver à un accord sur le renouvellement de la convention collective des 34 000 employés de la Metropolitan Transportation Authority (MTA), la plus importante agence de transport en commun aux États-Unis. Au train où vont les négociations, les autobus et le métro de New York ne rouleront pas lundi matin, et sept millions de personnes — le nombre quotidien d'usagers — devront trouver une autre façon de se déplacer en ville.

Le *Post* peut bien parler de « chaos ». Car New York n'est pas Paris. La ville n'est pas habituée aux grèves du métro et des autobus. Le dernier arrêt de travail dans ce secteur remonte à 1980. Pendant 11 jours, cette année-là, les New-Yorkais avaient été obligés de marcher, pédaler et patiner (sur des roulettes) pour se rendre au travail. Cette grève fait partie des annales de la ville, au même titre que la fameuse panne d'électricité de l'été 1977. Elle a même contribué à une des modes vestimentaires les plus fâcheuses jamais inventées à New York (on y reviendra).

Mais la menace d'une grève ne fait pas seulement craindre le « chaos » dans les rues de la ville. Elle suscite aussi des peurs financières. New York n'a vraiment pas les moyens d'un arrêt de travail qui pourrait lui coûter, en pleine saison des achats de Noël, de 100 à 350



Photo Reuters

Au train où vont les négociations, autobus et métro de New York ne rouleront pas lundi matin et les sept millions d'usagers quotidiens devront trouver une autre façon de se déplacer en ville.

millions par jour, selon le maire de la ville, Michael Bloomberg.

« Une grève serait plus qu'un inconvenient », a déclaré Bloomberg lundi matin en présentant son plan pour faire face au « chaos ». « Elle menacerait la vie humaine et dévasterait notre économie. »

■ ■ ■

« Le maire Bloomberg devrait se la fermer. »

L'homme qui parlait ainsi est le représentant de la partie syndicale, Roger Toussaint, qui n'a rien à envier au chef du syndicat des cols bleus de Montréal, Jean Lapierre, au chapitre de la combativité.

À la une, en lettres majuscules, le *Daily News* a résumé ainsi les propos de Toussaint à Bloomberg : « SHUT UP ».

Né dans l'île de Trinité il y a 48 ans, Toussaint réagissait à une requête adressée jeudi par la Ville de New York à un juge de la Cour suprême de l'État. La Ville veut que le juge mette des dents très longues à la loi qui interdit les grèves dans le transport en commun à New York.

Si la Ville obtenait gain de cause, le syndicat écoperait une amende d'un million pour la première journée de grève, somme qui doublerait à chaque journée de grève subséquente. Chaque employé écoperait pour sa part une amende de 25 000 \$ pour la première journée de grève, somme qui doublerait également à chaque jour.

Une grève serait donc aussi coûteuse pour le syndicat et ses mem-

bres que pour la ville et ses citoyens. Mais l'argent n'est pas le seul enjeu de la bataille. Il y a aussi le respect. Toussaint et ses membres dénoncent depuis longtemps l'attitude « méprisante » des patrons de la MTA à leur égard.

Concrètement, le syndicat veut une augmentation de salaire de 18 % répartie sur les trois prochaines années. La MTA propose un gel de salaire pour la première année du nouveau contrat, avec des augmentations conditionnelles aux gains de productivité pour les deux autres années.

« Nous ne voulons pas de zéros », a martelé Toussaint, un syndicaliste militant qui a été accusé par un observateur soi-disant cré-

dible d'avoir importé à New York un « radicalisme caribéen ».

■ ■ ■

Bloomberg n'est pas le vis-à-vis de Toussaint à la table des négociations. La MTA est une agence gérée par l'État de New York. Ainsi, d'un point de vue politique, c'est le gouverneur George Pataki qui a le plus d'influence dans le dossier.

Mais le maire de New York est celui qui a le plus à perdre dans le conflit, sur le plan politique s'entend. Si la grève avait lieu, la Ville perdrait cinq millions par jour en revenus fiscaux et devrait dépenser quotidiennement environ dix millions en heures supplémentaires pour les policiers. Tout ça au moment où la Ville fait face à un trou budgétaire de quatre milliards.

S'il y avait une grève, le maire Bloomberg serait également soumis à un test important sur le plan personnel. Quel genre de leader est-il en situation de crise ?

Pendant la grève de 1980, l'ex-maire de New York, Ed Koch, s'était illustré. Contrairement à un de ses prédécesseurs, John Wagner, qui avait conseillé aux New-Yorkais de rester à la maison pendant la grève de 1966, Koch avait exhorté tout le monde à se rendre au travail à pied, en vélo, en patins à roulettes.

Le matin de la première journée de grève, il s'était même rendu sur le pont de Brooklyn pour encourager les piétons.

« L'impensable est arrivé et nous allons trouver une façon de nous en sortir », avait déclaré Koch à la foule.

Sur un ton churchillien, il avait ajouté : « Nous ne succomberons pas à l'intimidation. C'est comme la Grande-Bretagne. Ils pensaient que Londres tomberait, et Londres n'est pas tombée. »

C'est là que des femmes en tailleurs ont commencé à aller travailler en chaussures de sport, lançant une mode affreuse.

Bloomberg a déjà indiqué qu'il ne marcherait pas pour se rendre à son travail. Au début de la semaine, il a fait savoir qu'il irait à l'hôtel de ville en vélo.

ENFER

Suite de la page B1

Lors de la dernière rencontre, en juillet, William Sampson a demandé à son père de ne plus venir le voir. « Il m'a dit qu'il serait exécuté et que je devais l'oublier », confie le vieil homme.

Problèmes de santé

Depuis son incarcération, William Sampson a contracté des problèmes cardiaques. Il a dû être opéré à deux reprises. Il a perdu 20 kg. Un médecin qui l'a examiné en mai 2001 a constaté de multiples ecchymoses sur son corps et une vertèbre brisée.

Il se comporte d'une manière que ceux qui l'ont rencontré qualifient d'*erratique*. Il vilipende les gardiens de la prison, jette des objets sur les murs, maudit l'islam et traite le prophète Mahomet de tous les noms.

« C'est un détenu difficile », dit le ministre Don Boudria, qui a rencontré William Sampson pendant une vingtaine de minutes le 7 septembre dernier. La rencontre a eu lieu dans une chambre d'hôpital — les autorités saoudiennes ne laissent personne pénétrer dans la cellule du prisonnier.

En apercevant son visiteur, William Sampson a refusé de s'entretenir avec lui. Puis, il s'est montré « désobligeant à l'endroit du prophète », selon l'euphémisme de M. Boudria. Et il n'a pas voulu recevoir les cadeaux que lui avait fait parvenir sa famille. M. Boudria a trouvé son comportement bizarre. « Mais quel doit être le comportement d'un être humain dans une cage ? Je ne le sais pas... »

Ron Jones, un comptable écossais qui a vécu un cauchemar semblable à celui de William Sampson, en a une petite idée. Il a été arrêté à la suite d'un autre attentat à Riyad, qui a tué deux Occidentaux en mars 2001.

M. Jones a passé 67 jours en prison avant d'être libéré à la suite de pressions du gouvernement britannique. Une fois libre, il a raconté comment il a été battu jour après jour sur la plante des pieds et sur les mains. « J'aurais avoué n'importe quoi pour arrêter les coups, pour arrêter ma vie », a-t-il dit à la BBC.

Quand il pense à William Sampson et à ses compagnons d'infortune, Ron Jones dit avoir peur pour eux. « Je connais leur terrible sentiment de solitude, il n'y a personne pour vous aider et vous ignorez ce qui vous attend. »



William Sampson est un aventurier. Il a passé sa vie à escalader des montagnes, traverser des déserts et pagayer dans des rivières. Sur ses photos, il pose fièrement devant des glaciers ou des sommets enneigés.

Joyeux anniversaire

JAMES SAMPSON a reçu un drôle de cadeau pour son 70^e anniversaire. C'était le 5 février 2001 et il se trouvait de passage à Londres. Le matin, en allumant le poste de télévision de sa chambre d'hôtel, il a vu son fils, William, qui confessait à la caméra sa responsabilité dans un attentat à la voiture piégée.

M. Sampson avait appris à peine deux semaines plus tôt que son fils croupissait dans une prison saoudienne. Mais de le voir sur écran lui a donné un sacré choc. « Il avait l'air vieilli de 20 ans. C'était le pire jour de ma vie », confie ce pilote à la retraite.

Comme d'autres proches de William, James Sampson ne croit pas un instant que son fils ait pu s'adonner à la contrebande d'alcool, encore moins qu'il ait pu tuer. « William n'avait pas peur de confronter les gens. Il n'avait pas peur de la vie. Mais tuer ? Je ne peux l'imaginer. Il a été victime des circonstances », suppose son ami d'enfance Bob Fisher Flemming.

William Sampson est né en Nouvelle-Écosse d'une mère canadienne et d'un père britannique. La famille a beaucoup brouillé : enfant, William a vécu en Écosse, puis à Singapour, avant d'aboutir à Vancouver.

La famille finit par éclater et William, qui rompt avec sa mère, s'en va étudier en Angleterre. Il travaille dans un hôpital, décroche un doctorat en biochimie, puis un MBA.

Après avoir travaillé dans une compagnie pharmaceutique en Suisse, il tente sa chance dans les affaires en Écosse. En 1996, il trouve un poste au Fonds de développement industriel saoudien et il atterrit à Riyad.

Ses proches le décrivent comme un homme très vif, sociable, grand amateur de plein air. « C'est un aventurier, mais c'est aussi un intellectuel qui peut passer des heures à discuter d'économie mondiale », dit son père. Ce dernier a participé à plusieurs expéditions de William. En 1989, dans les montagnes, James Sampson est tombé dans une crevasse et son fils lui a sauvé la vie. En 1999, les deux hommes ont passé deux semaines dans le désert en suivant la route de Lawrence d'Arabie.

« Jeune, William organisait des sorties en canot, du camping, et on pouvait passer des nuits entières à jouer au Risk », se rappelle son ami Bob Fisher Flemming.

L'histoire ne dit pas si William Sampson avait du talent pour ce jeu de stratégie. Mais manifestement, il n'avait pas prévu tous les risques de son aventure saoudienne.

PROGRAMME DE CONTRÔLE DES ARMES À FEU



Photothèque, La Presse ©

Administration hors contrôle



Créé dans la plus grande controverse, le registre national des armes à feu

devait être la pierre angulaire de la politique de sécurité publique du gouvernement Chrétien. En moins de cinq ans, il est devenu le symbole par excellence de la mauvaise gestion des fonds publics, explique notre correspondant à Ottawa.

ÉVÈNEMENT

Le cafouillage administratif et financier sans précédent du gouvernement Chrétien dans la création du registre national des armes à feu.

ENJEU

La compétence du gouvernement libéral dans la gestion des finances publiques est mise en cause au moment où le premier ministre Jean Chrétien entreprend son dernier tour de piste au pouvoir.

AVENIR

Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, entend continuer à injecter des fonds publics malgré la controverse.

« Que Mom Boucher réussisse à obtenir des armes de la sorte est la preuve irréfutable que ce programme ne fonctionne pas et que nous avons dilapidé un milliard de dollars », lance le député de l'Alliance canadienne Garry Breitkreuz, détracteur de la première heure de ce programme.

Tout part de Polytechnique

Dans leur livre rouge de 1993, les libéraux de Jean Chrétien ont promis de resserrer davantage la Loi sur les armes à feu en interdisant notamment aux personnes coupables d'avoir commis un crime violent le droit de posséder une arme. Mais ils ne se sont jamais engagés lors de ces élections à créer un registre national des armes à feu.

Avant l'arrivée au pouvoir des libéraux, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney avait déjà adopté une loi plus sévère sur le contrôle des armes à feu en décembre 1992 dans la foulée de la tragédie survenue trois ans auparavant à Polytechnique. Durant cette tragédie, 14 femmes ont été assassinées par Marc Lépine qui avait utilisé une Ruger Mini-14, arme de type militaire, pour commettre son crime.

Engagé dans un combat sans merci contre le puissant lobby des détenteurs d'armes à feu au début de son premier mandat, le gouvernement Chrétien a juré au moment de créer le registre national que ce programme ne coûterait presque rien aux contribuables — tout au plus deux millions de dollars — et empêcherait les criminels d'acquiescer des armes pour commettre leurs méfaits.

Le ministre de la Justice de l'époque, Allan Rock, a présenté la création de ce registre comme la pierre angulaire de la nouvelle Loi sur le contrôle des armes à feu. « Je sais que l'enregistrement universel est l'aspect du projet de loi qui déplaît à beaucoup de députés et à beaucoup d'autres Canadiens », déclarait M. Rock en février 1995 au moment de présenter le projet de loi C-68 aux Communes.

Durant ce discours, M. Rock, qui est maintenant ministre de l'Industrie, affirmait aussi : « Il ne faut pas prétendre que la mise en place du système coûtera 1,5 milliard de dollars. »

Or, ce programme est devenu aujourd'hui le symbole d'un cafouillage administratif et financier sans précédent au gouvernement. Au lieu de coûter deux millions aux contribuables, la création du registre aura englouti un milliard de dollars d'ici 2005, selon un rapport accablant de la vérificatrice générale Sheila Fraser déposé aux Communes la semaine dernière.

Pis encore, ce programme n'aura pas empêché des criminels de la trempe de Maurice Boucher, chef des Hells Angels au Québec, condamné en mai à la prison à vie pour le meurtre de deux gardiens de prison, d'obtenir un permis d'arme à feu, ce qui lui a donné le feu vert pour acquiescer une arme de poing de 9mm et trois fusils de chasse à pompe.

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — À maintes occasions, Garry Breitkreuz a eu l'impression de prêcher dans le désert au cours des dernières années lorsqu'il critiquait sans relâche le registre national des armes à feu mis sur pied par le gouvernement Chrétien.

Mais ce député de l'Alliance canadienne de la Saskatchewan, qui a d'abord dû convaincre les collègues de son propre parti de s'opposer à cette mesure, passe aujourd'hui pour un véritable devin.

Au moment où le gouvernement Chrétien a introduit ce programme, en 1995, M. Breitkreuz, qui a publié des centaines de communiqués de presse dénonçant le projet au cours des dernières années et qui a suivi minutieusement chacune des décisions d'Ottawa à ce sujet, prédisait déjà que la facture dépasserait les 500 millions et que le registre connaîtrait de sérieux ratés.

De fait, le 31 mars 1999, le député allianciste a publié un communiqué de presse dans lequel il affirmait que « le coût total va dépasser un milliard de dollars et l'impact économique n'a jamais même été étudié ».

À ces critiques, le ministre de la



Allan Rock

Photothèque, La Presse ©

Cette loi visait à maintenir les armes très dangereuses, comme les armes de type militaire, hors de portée des individus violents. Elle imposait aussi de nouvelles normes pour l'entreposage, la manipulation et le transport des armes. Enfin, elle obligeait les futurs propriétaires à suivre un cours sur le maniement et l'usage sûrs des armes à feu avant d'obtenir un certificat d'acquisition.

L'idée de créer un registre national a été évoquée pour la première fois par le premier ministre Jean Chrétien en octobre 1994, dans la foulée des meurtres de Nicholas Battersby en pleine rue à Ottawa et de Georgia Leimonis dans un chic café du centre-ville de Toronto quelques mois plus tôt.

La difficile bataille visant à rendre obligatoire l'enregistrement de toutes les armes à feu en circulation au pays venait de commencer. Des députés libéraux des régions rurales, les députés réformistes, les chasseurs, les agriculteurs, les tireurs sportifs sont rapidement montés aux barricades.

Mais le gouvernement Chrétien pouvait jouir de l'appui solide de la Coalition pour le contrôle des armes à feu, de l'Association cana-

dienne des chefs de police et d'une majorité de Canadiens. Ottawa a ainsi adopté en 1995 une loi plus sévère prévoyant l'enregistrement des 7,9 millions d'armes à feu au pays sur une période de cinq ans, soit du 1^{er} janvier 1998 au 1^{er} janvier 2003. Elle a aussi forcé les 2,46 millions de propriétaires à obtenir un permis avec photo entre le 1^{er} janvier 1996 et le 1^{er} janvier 2001.

Ceux qui font fi de ces échéanciers s'exposent à une peine de prison maximale de six mois et à une amende pouvant atteindre 2000 \$.

Deux millions, 119 millions, deux milliards...

Le fédéral estimait au départ que la mise en oeuvre du programme coûterait 119 millions, une somme qui serait compensée par la perception de droits de permis de 117 millions.

À l'époque, Ottawa voulait que la GRC administre le programme en collaboration avec les provinces et les territoires. Un Centre canadien des armes à vu le jour à Miramichi, au Nouveau-Brunswick, au début de 1996.

Mais plusieurs provinces ont rejeté la demande du fédéral en disant que le registre constituait un moyen lourd et non justifié de réduire le nombre de crimes violents au pays.

En septembre 1996, l'Alberta a décidé de contester devant les tribunaux la constitutionnalité de certaines dispositions de la nouvelle loi fédérale. Cinq autres provinces et deux territoires se sont ralliés à la cause de l'Alberta. En juin 2000, la Cour suprême du Canada a confirmé la constitutionnalité de la loi.

Malgré cette décision, cinq provinces ont choisi de s'abstenir d'administrer le programme, forçant ainsi Ottawa à mettre sur pied un système administratif et à assumer directement les coûts qui y sont rattachés.

En octobre 1997, le ministère de la Justice affirmait pour la première fois que le coût de mise en oeuvre du programme serait plus élevé que prévu, sans toutefois donner de chiffre précis. Les fonctionnaires expliquaient que la décision de certaines provinces de ne pas administrer le programme ferait gonfler les coûts.

En septembre 1998, le ministère évaluait à 350 millions les coûts reliés à la création du registre. Malgré tout, la nouvelle ministre de la

Justice, Anne McLellan, en poste depuis juin 1997, disait vouloir maintenir le cap.

Deux ans plus tard, Ottawa reconnaissait avoir sous-estimé l'ampleur des coûts du programme et les portait à quelque 764 millions. Il justifiait les écarts entre les hypothèses et la réalité par les raisons suivantes :

« Que Mom Boucher réussisse à obtenir des armes de la sorte est la preuve irréfutable que ce programme ne fonctionne pas et que nous avons dilapidé un milliard de dollars. »

> Environ 90 % des demandes de permis et d'enregistrement comportaient des erreurs ou des omissions, ce qui était nettement supérieur aux taux prévus de 20 %

pour les permis et 40 % pour les enregistrements. Il a fallu communiquer avec les propriétaires pour corriger les erreurs ;

> Le fédéral s'est trompé au sujet de la cadence de réception des demandes de permis et d'enregistrement. Par exemple, en 1999, seulement 3 % des armes à feu avaient été enregistrées. Ottawa est ainsi confronté aujourd'hui à un goulot d'étranglement à l'approche de la date limite du 31 décembre 2002.

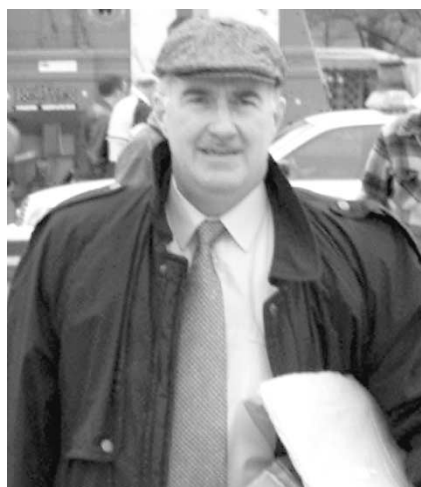
> Enfin, le système informatique utilisé au départ ne répondait pas aux besoins et il a fallu le changer. L'élaboration et le maintien de la base de données nationale ont coûté à eux seuls 227,1 millions.

« Complexe et dispendieux »

En février 2001, le gouvernement Chrétien a convenu que le programme est devenu « excessivement complexe et dispendieux » dans son application. Il a donc décidé de simplifier les mesures de réglementation en réduisant le nombre d'informations requises et en permettant de présenter les demandes par Internet.

Malgré ces ratés, l'actuel ministre de la Justice, Martin Cauchon, soutient que le programme commence à donner des résultats : les corps policiers du pays utilisent le système en moyenne 1500 fois par jour pour les aider dans leurs enquêtes ; plus de 7000 permis ont été refusés ou révoqués depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ; le nombre de personnes à qui on interdit la possession d'armes à feu a augmenté de 50 % en trois ans (15 752 personnes en 1998 à 29 280 en 2001).

« Nous reconnaissons qu'il y a des problèmes et nous nous engageons à les régler. Mais cela demeure un bon programme qui reflète les valeurs canadiennes », affirme M. Cauchon.



Photothèque CP

Aujourd'hui, Garry Breitkreuz passe pour un véritable devin.

Justice de l'époque, Allan Rock, et celle qui lui a succédé, Anne McLellan, répliquaient que M. Breitkreuz agissait des épouvantails dans le but d'apeurer la population et l'accusait d'être à la solde de la National Firearms Association de l'Alberta.

M. Breitkreuz a cogné à la porte du bureau du vérificateur général à plus d'une reprise pour qu'une en-



Grosse fumeuse, ne dédaignant pas les toasts arrosés ni le contact physique avec l'électeur de base, Marine Le Pen, à 35 ans tout rond, est bien, comme le dit sa mère Pierrette, « le clone de son père ».

Photo AFP

Marine Le Pen, 35 ans « Sauveur » du Front national?



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

« C'est le clone de son père », dit sa mère Pierrette, bruyamment divorcée de Jean-Marie Le Pen en 1984. Avocate depuis 1992, cadette de la famille, Marine Le Pen, qui consacre tout son temps au Front national et passe bien à la télévision, fait figure de dauphin naturel de son père âgé de 74 ans. Surtout face à l'actuel numéro deux du parti, le terne Bruno Gollnisch, qui attend désespérément la retraite du « Menhir ». Mais tout le monde en est convaincu : Le Pen sera de nouveau candidat à la présidentielle de 2007 (à 79 ans) s'il est encore de ce monde. Et le jour de sa disparition, il ne sera pas facile à remplacer. Même par sa fille.

Elle est blonde, grande, plutôt massive. Elle est intelligente et, dans les débats télévisés, elle a le sens de la répartie, même si tout cela n'est pas exempt d'une solide pointe de vulgarité. Grosse fumeuse, ne dédaignant pas les toasts arrosés ni le contact physique avec l'électeur de base, Marine Le Pen, à 35 ans tout rond, est bien, comme le dit sa mère Pierrette, « le clone de son père ».

Et même un peu plus : promue vedette des médias à la faveur de l'élection présidentielle d'avril-mai derniers, la cadette des trois filles Le Pen apparaît maintenant comme l'héritière naturelle du pouvoir au Front national, pour le jour où Jean-Marie Le Pen — qui a quand même 74 ans ! — quittera le devant de la scène. En tout cas, celui-ci n'a pas hésité à lâcher devant des journalistes que sa fille ferait « une excellente présidente du FN ». Quitte à corriger le tir dès le lendemain pour ne pas décourager le fidèle et terne numéro deux du parti, le Lyonnais Bruno Gollnisch, dauphin officiel du « Menhir ».

Mais à vrai dire, le poste de successeur désigné à la succession de Jean-Marie Le Pen n'est pas si enviable qu'il y paraît.

D'abord, on risque de s'y éterniser : né en 1928, Jean-Marie Le Pen, qui aura donc 79 ans lors de la présidentielle de 2007, ne mani-

fest aucune intention de laisser sa place de leader, et, dans l'état actuel des choses, sera certainement candidat, sauf accident de santé pour l'instant imprévisible. D'ailleurs, Marine Le Pen qui, elle, a tout son temps devant elle, a déjà proclamé que, « en 2007, Jean-Marie Le Pen reste le meilleur candidat ».

Ensuite, le jour où, d'une manière ou d'une autre, la succession de Le Pen sera ouverte, nul ne sait s'il y aura vraiment un héritage à ramasser. Depuis une vingtaine d'années, Le Pen a réussi à constituer — du moins sur papier — l'extrême droite la plus puissante d'Europe. Avec 58 millions d'habitants, la France a une importance sans commune mesure avec l'Autriche de Haider ou les Pays-Bas de Pim Fortuyn. Le Pen y a une première fois atteint les 4,5 millions de voix en 1988, a réédité l'exploit en 1995, avant d'atteindre les 5 millions en 2002. Une force électorale gigantesque, comparable à celle du Parti communiste en 1980.

Cela veut-il dire que ce trésor électoral peut être légué tel quel au moment de la disparition du Chef ? Rien de moins sûr. Si l'extrême droite a fini par dépasser les 19 % des voix le 26 avril dernier, cela s'explique certes par diverses circonstances historiques (par exemple le coup de pouce intéressé de Mitterrand à Le Pen au début des

années 80). Cela reflète également, sans l'ombre d'un doute, un réel malaise politique dans le pays et l'existence d'un vrai parti de la « protestation extrême » : jadis on protestait en votant communiste, aujourd'hui on le fait en s'abstenant, ou en votant Arlette Laguillier ou Le Pen. Il y a, justifié ou non, un solide fond de mécontentement, notamment dans les milieux populaires. Et donc une clientèle potentielle pour un démagogue d'extrême droite.

Mais, de l'avis de la plupart des observateurs, si quelque cinq millions d'électeurs ont mis dans l'urne un bulletin Front national, c'est d'abord pour « Jean-Marie » qu'ils ont voté. Le succès du FN, c'est d'abord et avant tout le succès médiatique et télévisuel d'un homme seul qui, malgré ou à cause de son côté « beauf » et agressif, est devenu un héros de fortune pour une partie importante de « la France d'en bas ».

Cela ne veut pas dire que le parti de Le Pen soit un parti structuré, qui existe durablement en dehors des campagnes présidentielles. Après les 19 % du 26 avril, tout le monde redoutait un raz-de-marée FN aux législatives de juin : finalement les troupes de Le Pen ont plafonné à moins de 10 % des voix et échoué à faire élire un seul député. À la belle époque, le Parti communiste gérait des régions, des départements, des milliers de municipalités, contrôlait la première centrale syndicale, la CGT. Le FN, lui, ne tient plus qu'une mairie, celle d'Orange, dans le Sud. Il a une poignée de conseillers régionaux et de députés européens (élus grâce à la proportionnelle). Lorsque Le Pen disparaît du petit écran, le FN a tendance à s'évanouir avec lui.

D'ailleurs, lorsque, à l'inverse,



Né en 1928, Jean-Marie Le Pen, qui aura donc 79 ans lors de la présidentielle de 2007, ne manifeste aucune intention de laisser sa place de leader, et, dans l'état actuel des choses, il sera certainement candidat, sauf accident de santé pour l'instant imprévisible.

Photothèque AP

les deux tiers des élus locaux et des cadres ont spectaculairement rompu avec lui, en 1999, la classe politique pensait en avoir fini avec le FN. Dans les faits, les responsables de la scission — le numéro deux du parti Bruno Mégret, ou le gendre de Le Pen, parti avec Marie-Caroline, la fille aînée — ont eu beau hériter de l'essentiel de l'organisation du FN, ils n'ont pas fait illusion plus de deux ans. Les « mégrétistes » n'ont pas survécu à la présidentielle de 2002, où leur chef de file s'est ramassé à 1 % des voix. Apparemment isolé et lâché par la plus grande partie de l'appareil, Le Pen n'a eu qu'à finalement se pointer à la télévision pour raffer le meilleur score de sa carrière politique.

De là à dire que ce pactole électoral, il pourrait le transmettre, soit au triste Bruno Gollnisch, soit même à sa vigoureuse fille Marine, il y a un pas qu'on ne saurait franchir. Bien qu'à tout prendre, une jeune femme décidée et « grande gueule » comme son père (le talent oratoire en moins) aurait sans doute plus de chances de perpétuer, par la seule magie de son patronyme, ne fût-ce qu'une partie de l'héritage. Du moins un certain temps. Mais, pour l'essentiel, le Front national apparaît aujourd'hui comme un château de cartes, qui ne tient aujourd'hui que grâce au talent de démagogue de Le Pen. Et, contrairement au patronyme lui-même, le talent de démagogue n'est pas une vertu héréditaire.



Photothèque AFP

Déclin de l'extrême droite en Europe?



ISABELLE HACHEY

LA PRESSE À LONDRES

provoqué un malaise grandissant au sein de l'extrême droite européenne. Certains y voient le signe d'un reflux de l'extrême droite sur le Vieux Continent. D'autres constatent que l'exercice du pouvoir a tout simplement été fatal aux politiciens populistes et xénophobes... pour cause d'incompétence.

La défaite du parti néonazi de Jörg Haider en Autriche, le 24 novembre dernier, et la débâcle des héritiers du leader populiste Pim Fortuyn, aux Pays-Bas, a

Le 4 février 2000, l'Autriche devenait le paria de l'Europe en laissant un parti d'extrême droite se hisser au pouvoir. Israël a retiré son ambassadeur à Vienne. Des manifestations monstres ont envahi les rues de la capitale. Le séisme politique a ébranlé tout le continent, qui a placé l'Autriche en quarantaine, craignant de contracter l'inquiétante fièvre populiste.

C'était déjà trop tard. Depuis ce jour sombre, les forces de l'extrême droite ont réalisé des gains politiques dans plusieurs pays, se joignant même aux gouvernements de l'Italie, du Danemark et des Pays-Bas. L'Hexagone n'a pas été épargné: au printemps, Jean-Marie Le Pen a provoqué un choc terrible en se classant au second tour des élections présidentielles.

L'Europe était malade. Elle montre maintenant des signes de guérison. Dimanche, l'Autriche a fait subir une cinglante défaite au Parti de la liberté (FPÖ) de Jörg Haider, celui-là même qui avait semé la contagion et qui se posait en exemple de toutes les avancées de l'extrême droite européenne. Son parti pro-nazi, affaibli par des querelles intestines, a perdu les deux tiers de ses électeurs, ne récoltant plus que 10 % des suffrages.

Aux Pays-Bas, il n'aura fallu que 87 jours aux héritiers du leader populiste Pim Fortuyn pour faire la démonstration de leur incapacité à gouverner. Le 16 octobre, ils ont eux-mêmes provoqué la chute du gouvernement qu'ils avaient formé, avec les conservateurs, à peine trois mois plus tôt. Un nouveau scrutin aura lieu en janvier, mais les sondages indiquent que la Liste Pim Fortuyn (LPF) ne conservera, au mieux, que sept des 26 sièges de députés qu'elle avait décrochés aux élections du 16 mai, quelques jours après l'assassinat du leader controversé.

« Il semble que l'exercice du pouvoir soit souvent fatal aux partis populistes et xénophobes », constate Jean-Yves Camus, politologue au Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme. D'abord parce que les membres de ces partis sont de nouveaux venus en politique. « En Autriche, dès les premiers mois de la coalition, quatre ministres du FPÖ ont dû être remplacés; ils étaient notoirement incompétents. Aux Pays-Bas, plusieurs ministres de la LPF ont aussi été forcés de quitter le gouvernement » en raison de leur passé douteux.

Ensuite, parce que les populistes se posent en pourfendeurs des élites en place, un rôle qui se conjugue mal avec le pouvoir. Beaucoup plus qu'à ses tendances pro-nazies, le FPÖ devait son succès à ses attaques contre les vieux partis établis, qu'il accusait de corruption, de favoritisme et d'inertie politique. « Or, quand le FPÖ est entré au gouvernement, il n'a eu qu'un rôle marginal, toujours forcé d'avaliser les décisions prises par les conservateurs », explique M. Camus. Jean-Marie Le Pen lui-même a jugé que « le résultat des élections autrichiennes démontre que les nombreuses concessions du FPÖ à l'idéologie dominante et au système politique en place lui ont été nuisibles ».

Reflux de l'extrême droite ?

Certains voient dans la débâcle de M. Hai-

der le signe d'un reflux de l'extrême droite en Europe. « La grande ère du populisme de l'aile droite semble terminée », a déclaré le politicien social-démocrate allemand Gernot Erler. « Le populisme finit toujours par perdre, a renchéri le quotidien italien *La Stampa*. En démocratie, les mouvements de pure protestation populiste ont le souffle court. Ils sont le révélateur de problèmes réels qu'ils n'ont pas la capacité de résoudre. »

D'autres soulignent que l'excentrique Jörg Haider a davantage été victime de ses propres erreurs que d'une grande remise en question de la nation autrichienne. « Je ne crois pas qu'il puisse jamais renouer avec le succès de 1999, estime l'historien Thomas Angerer, de l'Université de Vienne. Il s'est trop discrédité. Ses voyages à Bagdad (où il a rencontré Saddam Hussein) n'ont pas eu un bon écho en Autriche. » La purge menée par le leader au sein de son parti, provoquant la démission de trois ministres et le déclenchement d'élections anticipées, a achevé de le discréditer aux yeux des Autrichiens.



Photothèque Reuters
Pim Fortuyn

Mais si Jörg Haider et les disciples de Pim Fortuyn se sont pratiquement autodétruits, les raisons profondes qui ont créé le ras-le-bol populiste n'ont pas disparu. « Les peurs suscitées par les flux migratoires, le multiculturalisme et la mondialisation libérale restent d'actualité, prévient M. Camus. Si les partis traditionnels n'ont pas le courage de lancer un débat ouvert et démocratique sur ces questions, le vote protestataire continuera, avec ces partis ou avec d'autres. »

Casser la dynamique populiste

Les populistes ne font peut-être que passer, mais plusieurs s'inquiètent du fait que leurs idées soient récupérées par les partis établis. Le maire socialiste de Vienne, Michaël Haupl, a dénoncé la « haidérisation » des conservateurs, qui ont durci leurs politiques d'asile pour séduire l'électorat. Mais M. Angerer se fait pragmatique. « Si on veut combattre ces partis, il faut regagner les électeurs et aller les chercher là où ils sont. C'est une logique politique. Le tout est de respecter certaines limites. »

Reste que les critiques digèrent encore mal le pacte gouvernemental avec l'extrême droite, qui a valu sept mois de sanctions diplomatiques à l'Autriche. « En rendant fréquentable un parti xénophobe et enclin au négationnisme, ce sont aussi ses idées que l'on a rendues acceptables », juge le quotidien *Libération*.

Là encore, pourtant, le pragmatisme semble de mise. « Il y a clairement un conflit entre le jugement moral et l'efficacité politique, constate M. Camus. En tant que citoyen, j'ai tendance à penser qu'il ne faut pas associer les partis d'extrême droite au pouvoir. Mais en tant que politologue, je constate que c'est le meilleur moyen de les marginaliser. »

« Si on n'avait pas laissé entrer le FPÖ au gouvernement, M. Haider serait chancelier aujourd'hui, souligne de son côté M. Angerer. En 1999, il a récolté 27 % des voix et avait toutes les chances d'obtenir de nouveaux appuis s'il restait dans l'opposition. En lui ouvrant la porte du pouvoir, on a cassé pour de bon cette dynamique. »

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

QUÉBEC Où est Jean Charest?

Après la sortie théâtrale de Jean David, ex-président de la commission politique du PLQ, le chef libéral Jean Charest n'a pas voulu rencontrer les journalistes. Jeudi, il se rendait à Saint-Hyacinthe afin de prononcer une allocution devant la chambre de commerce, un rendez-vous prévu depuis octobre. Mais le cabinet du chef de l'opposition officielle a convoqué les médias au mauvais endroit, soit dans un club de golf de Saint-Hyacinthe fermé pour l'hiver. Erreur de bonne foi, assure-t-on au bureau du chef de l'opposition...



MONTRÉAL Où est Gérald?

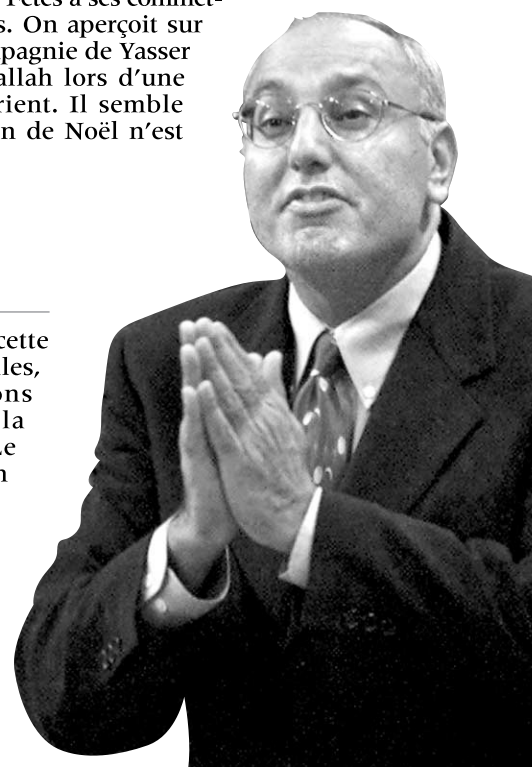
Mais où se cache donc Gérald Tremblay? Le maire de Montréal se fait extrêmement discret. Depuis plusieurs semaines, il n'accorde plus d'entrevues aux journalistes, à l'exception de celles qui ont souligné le bilan de sa première année, début novembre. Contrairement à son prédécesseur, il ne défend presque jamais lui-même les dossiers chauds qui remettent en question sa bonne administration, préférant déléguer des membres du comité exécutif ou des attachés de presse. Cette semaine, des employés de son cabinet ont même joué au garde du corps pour empêcher des journalistes de l'approcher durant la collecte de sang du maire. Quelques vétérans reporters commencent à regretter le temps où Pierre Bourque réagissait au quart de tour sur à peu près tous les sujets et montait régulièrement au front... « M. Bourque avait peut-être la réputation d'être un petit dictateur, mais il donnait de meilleures clips qu'un homme invisible », a résumé un collègue.

OTTAWA Joyeux Noël, M. Arafat

Décidément, le très invisible député indépendant de Québec, Jean-Guy Carignan, n'arrive à faire parler de lui que lorsque la controverse éclate. M. Carignan, qui a dû démissionner du caucus libéral fédéral après avoir plaidé coupable à une accusation de délit de fuite relativement à un accident de la route survenu en l'an 2000, a envoyé une carte de souhaits à l'occasion des Fêtes à ses commentants qui a fait bondir certains groupes juifs. On aperçoit sur cette carte une photo de M. Carignan en compagnie de Yasser Arafat, le leader palestinien, prise à Ramallah lors d'une visite de députés canadiens au Proche-Orient. Il semble que, comme à Toronto, le traditionnel sapin de Noël n'est plus à la mode aux yeux de M. Carignan.

OTTAWA Les réticences de Herb Dhaliwal

Même s'il a voté en faveur de l'accord, cette semaine, le ministre des Ressources naturelles, Herb Dhaliwal, avait plusieurs raisons d'exprimer des réserves au sujet de la ratification du protocole de Kyoto. Le lieutenant politique de Jean Chrétien en Colombie-Britannique possède en effet deux 4x4 GM et une Cadillac Escalade, trois véhicules qui consomment énormément d'essence et émettent donc beaucoup de gaz à effet de serre.



EN HAUSSE... EN BAISSÉ



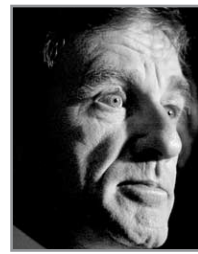
MONTRÉAL > CHANTAL LÉVESQUE

Plongée dans la controverse pour avoir racheté sa compagnie, les maillots Shan, à la Caisse de dépôt qui l'avait acquise à grands frais en 1999, Mme Lévesque a fini par s'expliquer, cette semaine... en refusant toutefois de répondre aux questions des journalistes qui tenaient à savoir la somme versée à la société d'État.



OTTAWA > SHEILA FRASER

Aux yeux de plusieurs, la vérificatrice générale mériterait la médaille du courage pour avoir dénoncé le fiasco administratif entourant le programme de contrôle des armes à feu. À l'origine, ce programme devait coûter deux millions aux contribuables. La facture s'élève aujourd'hui à près d'un milliard de dollars.



OTTAWA > ALLAN ROCK

Le ministre de l'Industrie a parrainé le programme de contrôle des armes à feu en 1995. Ce n'est pas la première fois que M. Rock est accusé de dilapider les fonds publics en raison de bourdes administratives; celui qui se voit à la tête des libéraux en remplacement de Jean Chrétien n'a jamais été aussi loin de son objectif.

ILS, ELLES ONT DIT...

« Tout ce fiasco repose entièrement sur les épaules d'Allan Rock. On lui a donné ce dossier et tout le monde lui a dit ce qui allait se produire. Il n'a pas écouté. »

Le député libéral de l'Ontario Benoît Serré, qui réclame la démission du ministre Rock.

« Tous les ministres ne travaillent pas de la même façon. Moi, par exemple, je ne me garroche pas devant le kodak pour avoir ma face dans le portrait! »

Le ministre de l'Agriculture, Maxime Arseneau, a lancé cette pointe en direction de son collègue de l'Environnement, André Boisclair, lorsque des producteurs agricoles lui ont reproché de ne pas être assez flamboyant dans la défense de ses dossiers.

« Dans le temps, à l'école, je jouais au gouret de salon. C'était en quelque sorte l'équivalent de la ringuette, à l'intérieur, dans un gymnase, avec un bâton et une rondelle de style beigne. Autres temps, autres moeurs! »

Richard Legendre, ministre responsable de la Jeunesse, du Tourisme, du Loisir et du Sport, commentant le lancement d'un programme d'activités parascolaires dans les écoles secondaires.

« Oh shit! »

Yves Desautels, chroniqueur à la circulation à la chic émission *C'est bien meilleur le matin*, à la radio de Radio-Canada, quand il va vu des policiers l'observant parce qu'il était mal garé.

Avec la collaboration de Marie Allard, Joël-Denis Bellavance, Karim Benessaïeh, Mario Cloutier, Gilles Toupin.

Des images de la semaine

GUERRE DE DRAPEAUX



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

La nageuse québécoise Jennifer Carroll a défrayé la chronique pour un geste fait en août dernier; elle avait agité un drapeau du Québec sur le podium des Jeux du Commonwealth à Manchester. Le 4 août dernier, au lendemain de sa victoire, notre collaborateur aux Jeux, Jean-François Bégin, rapportait ses propos. « Le drapeau, c'était pour remercier le peuple du Québec, qui nous a aidés énormément. Je remercie aussi le Canada, mais c'est au Québec que je vis. »

INTERVENTION EN VUE



Photo ADAM BUTLER, Associated Press ©

Deux soldats américains participaient à un exercice militaire, jeudi dernier, dans le désert du Koweït à 16 km de la frontière avec l'Irak. La région attend avec inquiétude les conclusions des Nations unies sur le rapport présenté par l'Irak.

UN RATÉ DE 600 MILLIONS



Photo Reuters ©

Dure semaine pour l'aéronautique française. La première fusée Ariane-5 s'est abîmée dans l'océan Atlantique peu après son décollage de la Guyane française. L'échec, le quatrième en 14 missions, coûtera près de 600 millions de dollars US et est vu comme un profond recul du programme spatial européen.

AFGHANISTAN

Où est passée la démocratie ?



AGNÈS GRUDA

En lançant leur offensive militaire contre l'Afghanistan, les États-Unis et leurs alliés s'étaient engagés à propulser ce pays sur la voie de la prospérité et de la démocratie. On en est loin. Au moment où les promoteurs d'une action militaire contre Bagdad promettent aux Irakiens de les débarrasser de leur oppresseur, voici un coup d'oeil sur la situation en Afghanistan, un an après la chute de Kaboul.

Nous voulons être partie prenante de la nouvelle ère d'espoir en Afghanistan. Nous aidons le peuple afghan à se rétablir après des années de tyrannie et d'oppression.

— Allocation du président George W. Bush, octobre 2002.

Tous nos espoirs ont été détruits. Nous sommes complètement déçus. Regardez : les mêmes seigneurs de la guerre sont au pouvoir, comme avant.

— Un résidant de la ville afghane de Hérat, cité dans le rapport de Human Rights Watch, novembre 2002.

Le 29 avril dernier, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a atterri à l'aéroport de Herat, la deuxième plus grande ville de l'Afghanistan, où il devait s'entretenir avec le gouverneur local, Ismaïl Khan.

« C'est un homme sympathique, réfléchi, mesuré et confiant », a jugé M. Rumsfeld à la suite de la rencontre.

Sympathique ? Ce n'est sûrement pas le premier qualificatif qui viendrait à l'esprit des habitants de cette ville. Car cet ancien moudjahidine a instauré dans sa province un régime aussi oppressant que celui des talibans, constate Human Rights Watch (HRW, organisation vouée à la défense des droits humains dans le monde entier) dans un rapport publié en novembre.

À Hérat, les femmes sont obligées de porter la burqa. Elles sont autorisées à travailler, mais n'ont pas le droit de séjourner dans la même pièce qu'un homme. Si elles se font prendre en flagrant délit de mixité, elles peuvent se faire imposer un examen gynécologique.

Dans la rue, les poignées de main entre les deux sexes sont interdites. La culture occidentale a été mise au ban. En octobre, un escadron du « vice et de la vertu », a brûlé des cassettes et des CD saisis dans le principal bazar de la ville.

Les gens qui se rendent coupables d'un « crime de vice » encourent une peine d'humiliation publique : on leur rase les cheveux, puis on leur noircit le crâne au khôl et on les exhibe à la télévision.

Quant à ceux qui se rendent coupables du crime d'opposition, ils risquent la torture et la prison. Le régime d'Ismaïl Khan exerce un contrôle absolu sur les médias et réprime toute opposition dans cinq provinces de l'ouest du pays. Les sujets de ce seigneur de la guerre « réfléchi et mesuré » tremblent de peur et ne voient pas en quoi leur situation s'est améliorée depuis le départ des talibans, constate HRW.

Le plus troublant, c'est que les responsables américains ne se contentent pas de faire des appréciations psychologiques du potentat régional. Selon HRW, les États-Unis lui ont longtemps fourni de l'aide militaire et financière. Les derniers versements remontent au début de l'année 2002.

Et encore aujourd'hui, la déférence avec laquelle les États-Unis traitent celui que le commandant local des troupes américaines appelle respectueusement « Khan le Grand » indique aux Afghans



Photo AFP

« L'Afghanistan demeure un pays fracturé, une collection non démocratique de fiefs dans lesquels les seigneurs de la guerre ont la liberté d'intimider, rançonner et réprimer la population locale qui se trouve privée des droits les plus élémentaires », écrit l'organisme Human Rights Watch.

que ce leader brutal a le soutien de Washington, écrit HRW.

Pour cet organisme, ce qui se passe à Hérat est le résultat de choix faits tant par les États-Unis que par les autres acteurs internationaux. Entre autres, l'ONU, qui a opté pour une présence « légère » dans le pays, au lieu de mettre l'accent sur la sécurité.

Les forces de maintien de la paix ne comptent que 4500 hommes. C'est largement insuffisant, affirme CARE International, qui a fait le point sur l'état de l'aide internationale en Afghanistan cet automne.

C'est que Hérat n'est pas la seule ville afghane où la paix et la démocratie se laissent désirer. « L'Afghanistan demeure un pays fracturé, une collection non démocratique de fiefs dans lesquels les seigneurs de la guerre ont la liberté d'intimider, rançonner et réprimer la population locale qui se trouve privée des droits les plus élémentaires », écrit HRW.

La présence de ces seigneurs de la guerre mine les efforts de reconstruction du pays. Mais les États-Unis maintiennent des relations avec eux, dans l'espoir qu'ils contribuent à la lutte antiterroriste.

Où est passé l'argent ?

En janvier 2002, à Tokyo, la communauté internationale s'était engagée à verser 4,5 milliards US en cinq ans pour reconstruire, moderniser et assurer la sécurité en Afghanistan. Près de deux milliards ont déjà été dépensés. Mais les Afghans ne voient pas où.

En novembre, une journaliste du *Sunday Telegraph* de Londres a visité un grand hôpital pédiatrique de Kaboul. Des enfants y dormaient à trois dans un lit. L'hôpital n'avait pas de génératrice et des patients risquaient de mourir sur la table d'opération à cause des fréquentes coupures d'électricité. L'hôpital manquait d'eau potable, de vitamines et de lait enrichi.

Qui donc a profité de l'argent versé en Afghanistan depuis dix mois ?

Selon l'analyse de l'organisme humanitaire CARE, les besoins d'aide d'urgence avaient été sous-estimés par les pays donateurs. On avait prévu que 200 000 réfugiés afghans rentreraient au pays. Ils ont été deux millions. La facture a été décuplée.

L'aide humanitaire a coûté très cher. Et à peine 90 millions US ont abouti dans les agences gouvernementales qui n'ont même pas assez de fonds pour payer leurs employés. Le gouvernement afghan a un budget de 460 millions US. « Comment voulez-vous reconstruire un État avec ça ? » lance Asif Rahimi, du bureau de CARE à Ottawa.

Récemment, le gouvernement Karzaï a reçu une aide spéciale de 180 millions pour la réfection de l'autoroute Hérat-Kaboul. Cette somme permettra de reconstruire la moitié de cette voie de 800 kilomètres. Reste l'autre moitié. Et 4000 autres kilomètres d'autoroutes défoncées dans le pays. Sans parler de routes secondaires...

La réfection du réseau routier permettra pourtant au gouvernement Karzaï de « légitimer » son pouvoir, déplore CARE, qui croit que Kaboul se trouve dans une situation paradoxale. L'aide internationale est conditionnelle à la démocratisation du pays. Mais la démocratisation est impossible sans aide...

Des sanctions funestes pour les enfants

JOONEED KHAN

LES SANCTIONS imposées par l'ONU contre l'Irak dans les jours qui suivirent son invasion du Koweït en août 1990 ont causé en 12 ans la mort de quelque 700 000 enfants de moins de cinq ans.

Un rapport de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) l'établissait à 500 000 en 1998, précisant que 150 à 200 enfants « continuent de mourir chaque jour ».

Un rapport mondial de l'Unicef publié cette semaine place l'Irak au 33^e rang sur 193 pays, entre Madagascar et le Lesotho, pour ce qui est du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (TMM5).

Le nombre de décès des moins de 5 ans en 2001 est établi à 109 000 (un taux de 133 pour mille, contre 42 pour l'Iran voisin et 28 pour la Syrie). En Irak même, selon l'Unicef, ce taux était de 47 pour mille à la fin des années 1980. Et 23 % des nouveau-nés présentaient une « insuffisance pondérale » pour la période 1995 à 2000 (contre 7 % pour l'Iran).

Le Réseau québécois pour la levée des sanctions contre l'Irak (RQLSCI), qui regroupe quelque 25 ONG et groupes de la société civile, parle de « sanctions dévastatrices et illégales ». Son pendant canadien parle de « catastrophe humanitaire et génocide ».

Deux responsables du Programme humanitaire de l'ONU pour l'Irak, Dennis Halliday et Hans von Sponeck, ainsi que Mme Jutta Burghardt, responsable à Bagdad du WFP (Programme alimentaire mondial) ont démissionné avec fracas en dénonçant cette « gestion » de la destruction du peuple irakien.

Les sanctions, frappant toutes les importations de l'Irak « sauf les médicaments, et les vivres aux fins humanitaires », furent appliquées par la résolution 661 du 6 août 1990. Elles furent prolongées par la résolution 687 après le retrait irakien du Koweït, « jusqu'à ce que l'Irak convainque le Conseil de sécurité de l'ONU qu'il ne possède plus d'armes atomiques, chimiques et biologiques ni de missiles d'une portée de plus de 150 km ».

La première alerte lancée par des chercheurs américains et publiée dans la revue médicale britannique *The Lancet* en 1995 poussa l'ONU à établir le Programme pétrole contre nourriture. Mais, selon le groupe anglais anti-sanctions CASI, l'Irak est toujours obligé de rationner vivres et médicaments, et une bonne partie de la rente pétrolière est prélevée pour dédommager les victimes de la guerre de 1991 et financer l'action de l'ONU.

C'est à cette période, en 1996, que Madeleine Albright, alors ambassadeur des États-Unis à l'ONU, affirma sur les ondes du réseau CBS que la mort des enfants d'Irak, même si déjà le bilan dépassait celui d'Hiroshima et de Nagasaki, « était un prix justifié » pour obtenir ce que les États-Unis voulaient en Irak.

La position américaine reste la même sous l'administration de George W. Bush, qui veut d'ailleurs inclure de 50 à 75 nouveaux articles, dont des médicaments et leurs ingrédients, à la liste d'importations prohibées en Irak.

La campagne américaine Voices in the Wilderness (VitW) s'en est vivement prise au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui a réitéré la position américaine dans un discours marquant la Journée internationale des droits de l'homme.

« En liant la levée des sanctions qui violent les droits humains du peuple irakien au désarmement du régime que Washington dicte à sa guise, Annan montre qu'il écoute trop les va-t-en-guerre aux États-Unis et en Grande-Bretagne », déclare VitW.

Le mois dernier, le secrétariat au Trésor imposait une amende de 20 000 \$ US à VitW et à sa directrice Kathy Kelly pour avoir envoyé des missions livrer des médicaments en Irak. Trois des délégués ont été condamnés à 10 000 \$ chacun. VitW annonce dans un communiqué qu'il refusera de payer l'amende et recueillera d'autres fonds pour l'achat de médicaments à l'Irak.

Dans un long dossier publié le mois dernier, la revue *Harper* qualifiait les sanctions contre l'Irak d'« arme de destruction massive ». « Nous n'apprenons pas à vivre en paix ensemble en tuant nos enfants », a déclaré mardi l'ancien président américain Jimmy Carter en recevant, à Oslo, le Nobel de la paix.

CARTER, NOBEL DE LA PAIX



Photo Reuters ©

Jimmy Carter et sa femme Rosalynn ont salué la foule à Oslo, peu de temps avant que l'ancien président des États-Unis reçoive le prix Nobel de la paix. Jimmy Carter l'a reçu un peu en désapprobation de la politique étrangère actuelle des Américains.

LA CORÉE DU NORD EXPORTE SES MISSILES



Photo Associated Press ©

Un soldat sud-coréen devant des missiles au Musée de la guerre de la Corée du Sud. La Corée du Nord est soupçonnée d'avoir tenté de relier des missiles Scud au Yémen.

BOSTON PERD SON CARDINAL



Photo Agence France-Presse ©

La réflexion est terminée pour le cardinal-archevêque de Boston, Bernard Law. Incapable de mettre de l'ordre dans son diocèse, il a rendu sa démission au pape Jean-Paul II, hier en recommandant au souverain pontife de placer son ancien diocèse en faillite. Voir notre article en A-3.



Photo Reuters ©

Les frappes américaines, qui se poursuivent depuis la fin de la guerre du Golfe, continuent de faire des dégâts en Irak. Selon une étude américaine, si ce pays était de nouveau dévasté par un conflit armé majeur, il faudrait déboursier entre 30 et 105 milliards US pour sa reconstruction.

Irak: un changement de régime coûteux



MATHIEU PERREULT

L'objectif d'une invasion américaine en Irak serait un changement de régime et une reconstruction plus ou moins démocratique du pays. Des économistes spécialistes du développement se sont empressés de chiffrer une telle entreprise, sans précédent dans l'histoire récente des États-Unis.

At least 30 billion dollars of American aid for reconstruction, 75 billion for the Blue Helmets: the costs of a "change of regime" in Iraq will be no less than two or three times as much as a war. It is at least that, according to the only public study on the subject, published last November by an economist at Yale University and at Connecticut.

En disséquant les programmes d'aide en Afghanistan, dans les Balkans, au Liban, en Palestine, et, il y a plus longtemps, à Taiwan, en Corée du Sud et en Europe de l'Ouest après la Deuxième Guerre mondiale, l'économiste William Nordhaus a établi une fourchette

de coûts possibles de la reconstruction démocratique de l'Irak après une guerre entre George W. Bush et Saddam Hussein. La Presse s'est entretenue avec lui.

« Les États-Unis ont rarement évalué correctement les aspects financiers des guerres qu'ils ont menées, observe M. Nordhaus. C'est particulièrement vrai pour la reconstruction. Dans presque tous les pays où les États-Unis sont intervenus militairement depuis 40 ans, les bombardiers ont rarement été suivis par des cols bleus. Si la guerre est entreprise sans un large soutien international, les États-Unis pourraient être forcés de payer l'essentiel de la reconstruction. La disproportion entre la destruction

ÉVÉNEMENT
Un économiste américain a étudié les coûts d'une guerre et de la reconstruction en Irak.

ENJEU
Pour relever le niveau de vie et établir une démocratie en Irak, un programme d'aide de 30 à 105 milliards sur 10 ans est nécessaire.

AVENIR
Depuis le plan Marshall, qui a permis le relèvement de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis n'ont presque jamais aidé à la reconstruction des pays où l'armée américaine est intervenue.

militaire et la construction civile en Afghanistan et ailleurs n'augure pas bien pour un effort de reconstruction important en Irak. Un plan ambitieux réalisé à moitié semble le résultat le plus probable. »

La reconstruction durera au moins une décennie, selon M. Nordhaus. Son coût oscillera entre 30 et 105 milliards US, selon le niveau visé. La force de maintien de la paix, qui sera nécessaire entre cinq et 20 ans selon M. Nordhaus, coûtera entre 75 et 500 milliards US. L'aide humanitaire à court terme ne dépassera pas 10 milliards — on estime qu'environ 20 % des 24

millions d'Irakiens en auront besoin. Ces chiffres se comparent à un coût militaire allant de 50 à 140 milliards US (une somme qui sera dépensée en quelques mois), selon des estimations du Congrès et du Sénat américains. La première guerre du Golfe avait coûté 80 milliards US.

Promesses non tenues

Ces sommes prennent tout leur sens quand on les compare à l'aide au développement actuelle. Les Nations unies dépensent environ six milliards US par année en maintien de la paix — la somme devra être doublée pour garantir la paix en Irak. Les États-Unis dépensent environ 15 milliards par année en aide au développement, une somme qui pourrait bondir s'ils devaient assumer la majeure partie des coûts de la reconstruction en Irak. En Afghanistan, l'Europe défraie la moitié de la facture.

À titre de comparaison, le coût de la reconstruction en Afghanistan, qui a 25 millions d'habitants, est estimé entre 14 et 18 milliards US; un plan de 9 à 12 milliards US en cinq ans a été fait par la Banque mondiale, mais seulement 4,5 milliards US ont été promis. La guerre en Afghanistan a coûté quatre milliards US aux États-Unis, qui ont promis 600 millions pour la reconstruction.

Le plan Marshall, qui a rebâti l'Europe occidentale après la Deuxième Guerre mondiale, est l'archétype de la « reconstruction

post-conflit des nations », comme les économistes appellent l'opération. Il avait coûté aux États-Unis 13,3 milliards US sur quatre ans, l'équivalent de 450 milliards US aujourd'hui, ou 500 \$ US par an par habitant des pays ciblés, selon M. Nordhaus.

L'aide à la reconstruction est plus modeste ces dernières années : 200 \$ US par habitant par an sur 10 ans au Liban, 375 \$ US sur deux ans en Palestine, 250 \$ US sur quatre ans en Bosnie, 200 \$ US sur trois ans au Timor oriental. Le Koweït, pays de 1,3 million d'habitants, a dépensé entre 50 et 100 milliards US pour se remettre des six mois d'occupation irakienne de 1990-91, mais il avait tiré ces fonds de ses propres réserves.

Paradoxalement, un « plan Marshall irakien » coûterait beaucoup moins cher que l'original précisément parce qu'il s'agit d'un pays plus pauvre que ne l'était l'Europe après la guerre : un pays riche peut absorber davantage d'investissements dans un court laps de temps.

Pour compliquer les choses, les sommes promises ne sont pas toujours livrées : un livre publié l'an dernier par le Centre de coopération internationale de l'Université de New York évalue les programmes de reconstruction dans six pays, du Cambodge à la Bosnie, en passant par la Palestine et le Salvador, et conclut qu'au mieux le tiers, et exceptionnellement la moitié, des sommes promises par les pays riches ont été remises.

MONDE

UNE AFFAIRE DE PÉTROLE

Moscou menace de lâcher l'Irak

d'après AFP

MOSCOU – Moscou a menacé hier de revoir son soutien à Bagdad après la rupture par l'Irak d'un gros contrat avec Loukoïl, la première compagnie pétrolière russe.

Un tel geste de Bagdad « enlève à la Russie une des ses plus importantes raisons de s'opposer à une intervention militaire contre l'Irak », a déclaré une source gouvernementale russe, citée par l'agence Ria-Novosti.

Bagdad a dénoncé le contrat d'exploitation de l'un de ses plus importants gisements pétroliers, West Qurna-2 (dans le sud du pays), signé en 1997, car la société Loukoïl n'y a jamais travaillé depuis, selon l'ambassadeur irakien en Russie, Abbas Khalaf, cité par Itar-Tass.

Le ministre irakien du Pétrole, Amer Rachid, a affirmé que la rupture de ce contrat n'avait « rien à voir avec le gouvernement » russe et qu'elle était justifiée par le fait que Loukoïl avait « failli à ses engagements ». Selon lui, un projet d'accord est « sur le point d'être signé avec une compagnie pétrolière russe ».

Selon la source gouvernementale russe, la politique étrangère de tout pays est guidée avant tout par ses propres intérêts, et « la personne de Saddam Hussein n'est pas suffisamment sympathique pour que l'on veuille simplement le protéger ».

La Russie est un allié traditionnel de l'Irak. Elle a obtenu, avec la France et contre la volonté de Washington, que la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en novembre, n'inclue pas un recours automatique à la force contre Bagdad en cas de violation du régime de désarmement qui lui est imposé.

Le champ pétrolier de West Qurna-2, avec des réserves estimées à 7,3 milliards de barils, est l'un des plus prometteurs en Irak. Loukoïl détient une participation de 68,5 % dans l'accord de partage de production conclu en 1997 avec les autorités irakiennes, qui prévoit des investissements de 6 milliards de dollars US et court jusqu'en 2020.

Les autorités irakiennes avaient toujours déclaré vouloir favoriser les compagnies russes dans la prospection et l'exploitation de leurs réserves pétrolières réputées être les deuxièmes au monde.

La dénonciation du contrat de Loukoïl pourrait être une réponse aux soupçons de Bagdad contre Moscou, selon lesquels la Russie ne s'opposerait pas à une intervention américaine contre l'Irak en échange de la préservation des intérêts russes sous un régime après-Saddam Hussein.

« L'Irak a pu être rendu furieux par des négociations de compagnies pétrolières russes avec les Américains pour que leurs contrats soient préservés une fois que Saddam Hussein aura été renversé », a déclaré Sergueï Markov, directeur de l'Institut pour les études politiques, sur la chaîne de télévision NTV.

Sur le terrain, les experts de l'ONU, qui sont désormais 98, ont mené pour la première fois des inspections un vendredi, jour du repos hebdomadaire en Irak.

À Vienne, le directeur général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, a indiqué que la plupart des documents fournis le 7 décembre par l'Irak sur ses programmes nucléaires étaient anciens.

Ceux qui sont récents ne portent pas sur des développements d'armes, selon lui. « La partie neuve représente 300 pages en arabe » et couvre les activités de 1991 à 2002, a déclaré ElBaradei, qui supervise les contrôles du programme nucléaire irakien.

L'opposition irakienne, qui doit se réunir en congrès à Londres durant le week-end, pourrait préparer la mise en place d'un « gouvernement provisoire », qui serait installé dès le début d'une éventuelle intervention militaire en Irak.

« Nous avons l'intention de créer une coalition, un gouvernement provisoire sur le sol irakien au début du processus de libération de l'Irak », a déclaré Ahmed Chalabi, dirigeant du Congrès national irakien (CNI), une coalition hétéroclite d'opposants irakiens.

VENEZUELA

Washington appuie l'opposition

d'après AFP

WASHINGTON — Les États-Unis se sont rangés hier du côté de l'opposition dans la crise au Venezuela en reprenant son appel à l'organisation d'élections anticipées, pendant que l'agence Standard and Poor's abaissait la note de la dette à long terme en devises de ce pays.

« Les États-Unis sont profondément préoccupés par la détérioration de la situation au Venezuela (et) sont convaincus que la seule voie pacifique et politique qui soit viable pour sortir de la crise est l'organisation d'élections anticipées », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Cette déclaration est beaucoup plus ferme que celle adoptée lundi par le département d'État, qui s'était borné à indiquer que des élections anticipées étaient « certainement une partie de la solution ».

Membre de l'OPEP, le Venezuela, cinquième exportateur et huitième producteur mondial de pétrole, exporte 70 % de sa production vers les États-Unis, ce qui en fait l'un de leurs trois principaux fournisseurs avec l'Arabie saoudite et le Mexique.

Les menaces de guerre contre l'Irak et les tensions au Moyen-Orient rendent la situation d'autant plus préoccupante pour Washington que les exportations vénézuéliennes de pétrole sont quasiment interrompues par la grève déclenchée par l'opposition pour contraindre le président Hugo Chavez à démissionner.

« Les États-Unis appellent toutes les parties à rejeter la violence et à agir de manière responsable. Nous demandons une solution électorale qui soit pacifique, démocratique, constitutionnelle et politiquement viable », a ajouté Fleischer.

Il a qualifié de « situation grave » le fait que des médias hostiles au gouvernement Chavez aient fait l'objet de manœuvres d'intimidation et a rappelé que des tirs avaient visé des « manifestants pacifiques ». Trois personnes ont été tuées il y a une semaine lorsque des coups de feu ont été tirés sur une foule d'opposants dans un quartier de Caracas.

L'administration Bush n'a jamais caché son hostilité au régime de Chavez, qui a entamé un rapprochement avec le dirigeant cubain, Fidel Castro.

Regardez... pour Noël!

Panasonic
Téléviseur stéréo 27"
• Filtre en peigne numérique 3 lignes
• Entrée vidéo à composants
• Entrée A/V frontale
• Télécommande multimarques

528\$

JVC
Téléviseur stéréo 32"
• Entrée vidéo à composants
• Entrée A/V frontale
• Filtre en peigne numérique 3 lignes
• Son "Hyper Surround"
• Téléc. multimarques

798\$

SONY
FD Trinitron WEGA
Téléviseur stéréo 32"
• Tube-image plat
• Filtre en peigne numérique 3 lignes
• Sonorité "Matrix Surround"
• Balayage "Velocity modulation"
• Entrée vidéo à composants

1328\$

FINANCEMENT DISPONIBLE ajusté à vos besoins!

ELECTROHOME
VHS
Magnétoscope VHS 4 têtes Hi-Fi
• Piste automatique numérique
• Menu à l'écran trilingue

88\$

SONY
DVD
Lecteur DVD/DCV/DC
• Compatible DVD-R/RW et MP3
• Sortie numérique coaxiale
• Télécommande

198\$

HITACHI
DVD + VHS 2 en 1
Combiné VHS/DVD
• Compatible CD-R/RW
• 4 têtes VHS Hi-Fi VCR
• Télécommande multimarques

348\$

Magasinez en ligne! dumoulin.com

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

MONTRÉAL 8390, 8251, rue St-Hubert • MONTRÉAL (CENTRE-VILLE) 2050, boul. St-Laurent • ST-LÉONARD 6852 rue Jean-Talon Est • LASALLE 7197 boul. Newman
MONTRÉAL-NORD 5095 boul. Henri-Bourassa E. • WEST ISLAND 2315 route Transcanadienne • LAVAL 1599 autoroute 440 O. • CARREFOUR LAVAL 3035 boul. Le Carrefour
PLACE ROSEMÈRE rue Le Bouthillier • BROSSARD 5705 boul. Taschereau • PROMENADES ST-BRUNO • LONGUEUIL 2203 ch. Chambly

Plus de 55 succursales partout au Québec! Composez le **1-877-DUMOULIN** pour joindre la succursale la plus près de chez vous.

* À l'achat de produits sélectionnés. Détails en magasin. ** Détails en magasin. Ces promotions se terminent le 6 décembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks sauf indication contraire. Les illustrations peuvent différer. Certains modèles ne sont pas disponibles dans toutes les succursales.

Mettez-vous en plein la poche!

CHAISE OPÉRATEUR
• DISPONIBLE EN NOIR, GRIS OU BLEU
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
Prix sug.: 115⁰⁰

34⁹⁹*
Avec option des bras fixes **44⁹⁹***

CHAISE APPUI-GENOUX
• SIÈGE ET APPUI-GENOUX REMBOURRÉS
• DE COULEUR NOIR
• AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR
Prix sug.: 144⁰⁰

89⁹⁹*

FAUTEUIL OPÉRATEUR
• DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU ROUILLE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
Prix sug.: 228⁰⁰

99⁹⁹*

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
• DISPONIBLE EN FINI CUIR/SIMILI-CUIR NOIR
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• RÉGLAGE DE L'INCLINAISON DE L'ASSISE ET DU DOSSIER
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
Prix sug.: 355⁰⁰

179⁹⁹*

PLUS DE 90 MODÈLES DISPONIBLES EN MAGASIN

PLUS DE 60 MODÈLES DISPONIBLES EN MAGASIN

POSTE INFORMATIQUE EN L
• DISPONIBLE FINI ÉRABLE
• TIROIR-CLAVIER 30"
• DIMENSIONS : 51" L X 40" P X 51" H
Prix sug.: 210⁰⁰

99⁹⁹*

Chaise noire incluse!

BIBLIOTHÈQUE
• FINI ÉRABLE NATUREL
• DIMENSIONS : 25" L X 9,5" P
Hauteur 36" Prix sug.: 69⁹⁹*

29⁹⁹*

Hauteur 48" Prix sug.: 85⁹⁹*

39⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE FINI ÉRABLE NATUREL
• DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H
Prix sug.: 113⁰⁰

59⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE MOBILE
• FINI AVEC LES DESSUS EN VERRE GIVRÉ SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
• TIROIR-CLAVIER EN VERRE
• À ANGLE AJUSTABLE
• PORTE CPU AJUSTABLE
• SUPPORT POUR MONITEUR EN VERRE
• DIMENSIONS : 31,5" L X 31" P X 35,5" H
Prix sug.: 260⁰⁰

129⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE MOBILE
• DISPONIBLE FINI CERISIER NATUREL SUR PIÈTEMENT DE MÉTAL ARGENT
• TIROIR-CLAVIER À ANGLE AJUSTABLE
• PORTE CPU
• CAPACITÉ DE 40 CD
• DIMENSIONS : 41" L X 26" P X 50,5" H
Prix sug.: 290⁰⁰

149⁹⁹*

ARMOIRE INFORMATIQUE
• FINI AULNE
• TIROIR-CLAVIER 24"
• RANGEMENT POUR LIVRES ET ACCESSOIRES
• DIMENSIONS : 39" L X 21" P X 61" H
Prix sug.: 590⁰⁰

199⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE
• DISPONIBLE EN AULNE ET NOIR, GRANITE ET NOIR OU ÉRABLE ET NOIR
• TIROIR-FILIÈRE
• TIROIR-CLAVIER 25"
• ESPACE POUR CPU
• DIMENSIONS : 60" L X 67" P X 30" H
Prix sug.: 455⁰⁰

229⁹⁹*

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

17 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055 • BELOEIL 329, DUVERNEY (450) 464-1072 • BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840 • GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611 • LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682 • LONGUEUIL 2255, PLACE ROLAND-THERRIEN (450) 468-6319
MONTRÉAL CENTRE-VILLE 499, VIGIER OUEST (514) 878-3777 • OTTAWA 2500, LANCASTER ROAD (613) 739-8900 • POINTE-CLAIRE 499, RTE TRANSCANADIENNE (514) 428-8044 • QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113 • ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111 • ST-HYACINTHE 1312, RUE DES CASCADES (450) 778-1212 • SAINT-LAURENT 3500, CÔTE-VERTU (514) 332-7883 • SOREL-TRACY 126, BOUL. FISET (450) 743-0084 / 72, RUE DU ROI (450) 742-2706 • TERREBONNE 1348, BOUL. WOODY (450) 471-8704 • TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2002. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. **ASSEMBLAGE REQUIS **TERRITOIRES LIMITÉS

POUR COMMANDER

PAR TÉLÉPHONE (514) 336-8113 EN LIGNE www.Denis.ca

LIVRAISON GRATUITE MÊME LE SAMEDI**

MasterCard VISA AMERICAN EXPRESS

EXPRESS INTERNATIONAL

Kosovo | Voiture piégée

L'EXPLOSION d'une voiture piégée hier soir dans le centre de Pristina, le chef-lieu du Kosovo, a fait une trentaine de blessés de la majorité albanaise et endommagé des magasins et des bâtiments, selon la Force multinationale de paix de l'OTAN au Kosovo (KFOR). — *d'après AFP*

Turquie | Amendements

LE PARLEMENT turc a adopté hier une série d'amendements à la Constitution qui devraient permettre au chef du parti au pouvoir, Recep Tayyip Erdogan, d'être élu et de devenir ensuite premier ministre. — *d'après AFP*

Iran | Téhéran dément

TÉHÉRAN s'est défendu hier de mener un programme nucléaire militaire, démentant des informations de médias américains, dont CNN, et a accepté une inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). — *d'après AFP*

Corée du Nord | Pas de statu quo

LES PRÉSIDENTS américain, George W. Bush, et sud-coréen, Kim Dae-Jung, ont conclu hier lors d'un entretien téléphonique que le statu quo avec Pyongyang ne pouvait pas durer, tout en se disant favorables à une solution pacifique pour persuader la Corée du Nord de renoncer à son programme d'armement nucléaire. — *d'après AFP*

Côte d'Ivoire | Rebelles d'attaque

LES REBELLES du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) ont affirmé hier être « prêts » à combattre les militaires français, dont de nouveaux renforts de 500 hommes sont attendus aujourd'hui dans ce pays d'Afrique de l'Ouest en proie à une insurrection militaire depuis le 19 septembre. — *d'après AFP*

États-Unis | Un front turc

POUR OUVRIR un véritable « front nord » contre l'Irak, les États-Unis souhaitent « pré-positionner » 90 000 soldats en Turquie, où ils veulent également avoir accès à six aéroports et deux ports, a rapporté le journal turc *Hurriyet*, citant l'ancien premier ministre Bulent Ecevit. Il aurait reçu la liste des demandes de Washington avant de passer la main, à la mi-novembre, au nouveau gouvernement. — *d'après AFP*

Le futur leader républicain du Sénat s'excuse encore et demeure en poste

MARTIN VALLIÈRES

WASHINGTON – Malgré la controverse provoquée par sa récente déclaration jugée raciste, et même la rebuffade du président George W. Bush jeudi, celui qui sera bientôt l'élu républicain le plus important au Congrès, le sénateur Trent Lott, a décidé de rester en poste, promettant plutôt de « réparer le tort » qu'il a causé.

« Je ne vais tout de même pas démissionner pour une accusation de ce que je ne suis pas », a dit le sénateur Lott lors d'une conférence de presse organisée à la hâte hier dans sa petite ville natale du Mississippi, et retransmise sur les grandes chaînes d'informations câblées.

Juste avant, M. Lott avait affirmé que les politiques de ségrégation raciale du passé étaient « une tache sur l'âme de la nation américaine et l'un des moments les plus sombres de notre histoire ». « J'ai grandi au Mississippi dans un milieu sé-

grégonniste. J'ai constaté les dommages et les souffrances causés dans les familles, les écoles et la société en général. La ségrégation raciale à cette époque était immorale, et elle l'est encore plus aujourd'hui », a soutenu M. Lott.

Le sénateur tentait de calmer la controverse provoquée par ses propos tenus une semaine plus tôt, qui vantaient sa participation à la campagne présidentielle de 1948 du sénateur Strom Thurmond, dont on célébrait le 100^e anniversaire. Or, le sénateur Thurmond était en 1948 le candidat d'un parti prônant les politiques de ségrégation raciale, le « Dixiecrat ». Le sénateur Trent Lott avait alors déclaré que « si le reste du pays avait suivi notre exemple, nous n'aurions pas eu tous ces problèmes au fil des ans ».

Il a fallu quelques jours pour que cette déclaration capte l'attention des médias américains, suscitant un tollé parmi les leaders politiques de la communauté noire. Des élus démocrates, quelques républicains et plusieurs commentateurs de la droite américaine leur ont aussi emboîté le pas. Plusieurs ont réclamé la démission de M. Lott de son prochain poste de leader du Sénat, jusqu'aux éditorialistes de la *National Review*, magazine in-

fluent du milieu politique conservateur et républicain aux États-Unis. On estime que les propos du sénateur Lott ont entaché irrémédiablement sa crédibilité pour l'une des fonctions politiques les plus importantes à Washington, après la présidence. Et, parce que Trent Lott sera le deuxième républicain le plus en vue après George W. Bush, on craint que cette controverse nuise aux efforts de ce parti et de la droite américaine pour se rapprocher des électeurs des minorités, encore largement démocrates.

Dans sa conférence de presse, hier, le sénateur Lott a répété que ses propos avaient été « très mal choisis », créant une impression erronée qu'il appuyait les « politiques ségrégationnistes du passé. » Il a indiqué qu'il ferait tous les efforts possibles d'ici son entrée en fonction comme leader du Sénat, au début de janvier prochain, afin de « corriger le tort qu'il a causé ». Il effectuera d'ailleurs une tournée des principaux médias de la communauté noire dans les prochains jours.

Toutefois des analystes à Washington doutaient hier soir que la déclaration du sénateur Lott suffise à rétablir sa crédibilité politique et à taire les appels à sa démission.

Les automobiles Popular inc.

Cadeaux du temps des fêtes



Jetta 2,0 I et TDI 2003


- 2 paiements gratuits*
- 0 \$ dépôt de garantie*
- 0 \$ acompte*

5441, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2J 2Y4
(514) 274-5471
www.populativw.com

* Certaines restrictions s'appliquent. Ou taux préférentiel.

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

Trouvez le livre de recettes



dans les pages des petites annonces de **La Presse** et courez la chance de gagner l'un des 20 livres offerts par **LES ÉDITIONS DE L'HOMME**

Pour participer, retournez le coupon ci-dessous dûment rempli à :

Concours « Les petites annonces », La Presse, ltée, C.P. 11054 Succursale Centre-Ville, Montréal Qc H3C 4Z1

Nom : _____

Prénom : _____

Âge : _____

Adresse : _____ app. : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Courriel : _____

Date : _____

J'ai trouvé le livre **Un homme au fourneau** à la page : _____


Cochez si vous ne désirez pas recevoir d'offres promotionnelles.

Les règlements du concours sont disponibles à La Presse. Tirage le 30 décembre 2002. Fac-similés refusés. Valeur totale des prix offerts 539 \$.


Ca Presse
LES PETITES ANNONCES
987-VENDU

VOTRE magasin POUR Noël


NOS PRIX SONT IMBATTABLES
NOS IDÉES-CADEAU SONT IMBATTABLES




ASSIETTE À FROMAGE AVEC COUTEAU 19⁹⁵




CORNUCOPIA couvert à 5 morceaux
NOTRE MEILLEUR PRIX DE L'ANNÉE ! 109⁹⁵



COLLECTION IMPRESSIONNISTES
assiettes, vases et cadeaux à partir de 54⁹⁵




ENSEMBLE À SERVICE POUR FROMAGE 17⁹⁵




CARAFE DE DÉGUSTATION à partir de 49⁹⁵



DÉCANTEUR CANARD 89⁹⁵




ROYAL LACE ONEIDA
ENSEMBLE 68 MORCEAUX
plaqué argent 499⁹⁵




3^e ensemble de 4 19⁹⁵
VASE MARQUE-PLACE




ROYAL ALBERT
OLD COUNTRY ROSES
OBTENEZ UNE ASSIETTE CREUSE GRATUITE (VALEUR 55⁹⁵) à l'achat d'un couvert à 5 morceaux 109⁹⁵




RÂPE À FROMAGE SALTON 32⁹⁵



KRUPS CAFETIÈRE PREMIUM 157⁹⁵
Moulin à café en prime



MÉDAILLON PROFESSIONNEL Acier inoxydable 18/10 fini miroir
Disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale)
Garantie 20 ans • Ens. 9 pièces • Notre prix 139⁹⁵



Poêle à omelette en prime

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »




3097954A

La Cathédrale centre-ville (514) 282-9525	Place Portobello, Brossard (450) 671-2202	Centre Rockland (514) 341-7810	Les Galeries Laval (450) 681-9090	Carrefour Langelier (514) 254-3636	Service à domicile GRATUIT (514) 331-5260
---	---	--	---	--	---